

Shahid Akbar Abbasi c. Commissaire en chef

Pakistan, Asie et Asie-Pacifique

Affaire Résolue

Renforce la liberté d'expression

MODE D'EXPRESSION

Presse / Journaux

DATE DE LA DECISION

20 juillet 2020

NUMERO DE L'AFFAIRE

W.P. 1969/2020

ORGANE JUDICIAIRE

Cour d'appel

TYPE DE DROIT

Droit pénal, droit constitutionnel

PRINCIPAUX THEMES:

Violence à l'encontre des orateurs /
Impunité

ISSUE:

Décision – Issue de la procédure, Requête
accordée, Résultat de la décision
(Disposition/Règlement), Injonction ou
Ordonnance accordée

MOTS CLES :

Violence

L'examen comprend :

- L'analyse de l'affaire
- Le sens de la décision
- La perspective globale
- L'importance de l'affaire

ANALYSE DE L'AFFAIRE

Résumé et issue

La Haute Cour d'Islamabad, dans le cadre d'une requête en habeas corpus déposée autour de l'enlèvement du journaliste Matiullah Jan, a ordonné au gouvernement fédéral de mener l'enquête sur l'enlèvement de Matiullah Jan, avec transparence et diligence afin d'appréhender ceux qui « ont tenté de terroriser de manière ciblée les journalistes » [§ 6]. La Haute Cour a déclaré que les auteurs de son enlèvement devaient être traités « de manière à ce qu'aucun journaliste dans le pays ne craigne être blessé pour avoir voulu exposer la vérité » [§ 6]. Matiullah Jan, un critique virulent du gouvernement, de l'armée et de l'establishment pakistanais, a été enlevé la veille du jour où il devait comparaître devant la Cour suprême dans une affaire d'outrage à magistrat concernant un tweet qu'il avait publié sur les réseaux sociaux. Il a été enlevé en pleine journée par des hommes, certains en uniforme, d'autres en civil, et son enlèvement a été filmé par une caméra de vidéosurveillance. Il a été torturé et menacé pendant environ neuf heures. Après son enlèvement, le frère de Matiullah Jan, Shahid Akbar Abbasi, a déposé une requête en habeas corpus devant la Haute Cour d'Islamabad, demandant sa libération immédiate. Matiullah Jan a été libéré environ 12 heures après son enlèvement et avant que le jugement ne soit rendu par la Haute Cour d'Islamabad. Après la libération de Matiullah Jan, l'affaire a été portée devant la Haute Cour le 22 juillet 2020. Notant l'importance de la profession de journaliste de Matiullah Jan et le rôle de la presse en tant que contre-pouvoir, la Haute Cour a estimé que l'État devait « démontrer qu'il existe une volonté politique de mettre fin à l'impunité pour les crimes commis contre les citoyens et de protéger les journalistes contre les atteintes à l'exercice de leur droit à la liberté d'expression » [§ 5].

Les faits

Le journaliste Matiullah Jan est un critique virulent du Gouvernement et de l'armée pakistanaise. Le 10 juillet 2021, Matiullah Jan a posté un tweet prétendument méprisant concernant la décision de 7 juges de la Cour suprême ordonnant une enquête sur les propriétés de la famille du juge Isa au Royaume-Uni, par le Comité fédéral des recettes publiques. Matiullah Jan pense que le juge Isa était visé en raison d'une décision qu'il avait rendue l'année précédente, dans laquelle il avait critiqué l'implication de l'armée pakistanaise dans les affaires politiques du pays.

Une procédure pour outrage à magistrat a été engagée devant la Haute Cour d'Islamabad contre le tweet de Matiullah Jan., qui a été rejetée le 15 juillet 2020. Le même jour, la Cour suprême a pris connaissance du tweet de son propre chef, et a porté des accusations distinctes d'outrage à Matiullah Jan. Cette audience devait avoir lieu le 22 juillet 2020.

Le matin du 21 juillet 2020, Matiullah Jan a été enlevé à l'extérieur des locaux de l'école où travaille sa femme. Son enlèvement a été filmé par une caméra de vidéosurveillance. Il a été attaqué et enlevé par des hommes en uniforme et sans uniforme. Lorsqu'il a demandé pourquoi il était enlevé et s'il y avait un mandat pour sa détention, il a reçu pour toute réponse un coup de poing et un coup de crosse de fusil à la tête. Il a été torturé et menacé physiquement et mentalement pendant environ neuf heures. On lui a bandé les yeux pour ensuite le frapper avec un bâton en bois sur les jambes et dans le dos, ainsi que des coups de poing à la tête. Il a ensuite été conduit et laissé dans un endroit inconnu, au bord d'une route déserte. Matiullah Jan croit qu'il a été enlevé dans le cadre de l'affaire d'outrage dont l'audience devait avoir lieu le lendemain auprès de la Cour suprême.

Le jour de l'arrestation de Matiullah Jan, son frère, Shahid Akbar Abbasi, a déposé une requête en habeas corpus auprès de la Haute Cour d'Islamabad pour demander sa libération. Il croit que Matiullah Jan a été enlevé en raison de ses reportages et de ses critiques du gouvernement et de l'establishment. Compte tenu de la gravité de l'affaire, la Haute Cour a mis en demeure les fonctionnaires concernés le même jour.

Aperçu de la décision

Le juge en chef Minallah a rendu l'arrêt au nom de la Haute Cour.

La seule question examinée par la Haute Cour était les circonstances de l'enlèvement de Matiullah Jan et l'état de l'enquête à ce sujet.

D'emblée, le requérant a allégué que, compte tenu des circonstances dans lesquelles Matiullah Jan a été enlevé, cela constituerait un cas *prima facie* de disparition forcée. La Cour a accepté la demande du requérant.

L'inspecteur général adjoint de la police d'Islamabad a déclaré que les enquêtes relatives à l'enlèvement de Matiullah Jan étaient en cours et que tout était mis en œuvre pour appréhender et poursuivre les ravisseurs. Malgré cette assurance, la Haute Cour a exprimé sa préoccupation concernant l'impunité croissante des crimes contre les journalistes et leurs reportages.

La Cour a déclaré catégoriquement que l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes était une véritable entorse aux droits fondamentaux des individus. Notant l'importance de la profession de Matiullah Jan, la Haute Cour a estimé que même la perception d'une implication de l'État dans des crimes contre des journalistes était suffisante pour créer un effet paralysant sur la liberté d'expression, par crainte d'une réaction de l'État. La Cour a déclaré que cette perception même violait également le droit fondamental du grand public à la liberté de parole et d'expression, à la liberté de la presse et le droit d'un citoyen d'accéder aux informations d'importance publique, ainsi que le consacraient les articles 19 et 19A de la Constitution de la République islamique du Pakistan de 1973. La Haute Cour a explicitement déclaré qu'il est du devoir de l'État de dissiper cette impression que l'État supprime les reportages journalistiques légaux. Elle a estimé que, dans les conditions où la liberté d'expression ne constitue pas un discours de haine, elle est un attribut important d'une société civilisée.

Tout en soulignant l'importance de la liberté d'expression, la Cour a observé que « la suppression de la liberté d'expression conduit à des sociétés régressives » [§ 4]. La Cour rappelle qu'une presse libre joue le rôle d'un contre-pouvoir et que, par conséquent, toute ingérence « dans sa capacité à diffuser des informations et à demander des comptes à l'État et à ses institutions prive définitivement le peuple de la jouissance de ses droits » [§ 4]. La Cour a en outre estimé qu'une presse libre permet à une société de prospérer, car « la vérité, et la connaissance de la vérité, est une panacée contre la pauvreté, l'érosion de l'état de droit, la régression et le chaos » [§ 4].

La Haute Cour a réaffirmé qu'il appartient au gouvernement fédéral de « démontrer qu'il existe une volonté politique de mettre fin à l'impunité pour les crimes contre les citoyens et de protéger les journalistes contre les atteintes à l'exercice de la liberté d'expression » [§ 5]. Le simple enregistrement des cas sans action positive est insuffisant. La Cour a estimé qu'il s'agirait d'un important « cas test » pour que le gouvernement établisse un précédent solide pour montrer qu'il n'était ni impliqué dans le crime, ni complaisant à son égard. La Cour a également déclaré que l'État de droit devrait être si puissant que des crimes de cette nature ne soient pas commis en premier lieu.

En conclusion, la Haute Cour a affirmé qu'elle était confiante que le gouvernement fédéral prendrait des mesures pour s'assurer que « ceux qui ont tenté de terroriser les journalistes en tant que cible à part entière et le public en général » [§ 6] seraient appréhendés. En particulier, les auteurs de ce crime d'enlèvement de Matiullah Jan seraient montrés en exemple, afin de dissuader les autres de commettre de tels crimes. La Haute Cour a déclaré avec insistance qu'elle s'attendait à ce que l'enquête sur cette affaire soit menée avec transparence et diligence, de sorte qu'« aucun journaliste dans le pays ne craigne d'être lésé d'avoir exposé la vérité » [§ 6].

En outre, lorsque la procédure d'outrage a été engagée par la Cour suprême le 22 juillet 2020, cette dernière a demandé des informations sur l'enlèvement de Matiullah Jan et a demandé à la police de soumettre un rapport à ce sujet. La Cour suprême a alors utilisé le terme d'enlèvement « présumé ». En outre, la Cour suprême aurait déclaré qu'aucune institution ou agence n'avait le droit de prendre la loi à son compte. La Cour suprême a également exprimé son mécontentement sur le fait que la police n'ait pas enregistré la déclaration de Matiullah Jan dès sa libération par ses ravisseurs. Lors des audiences ultérieures dans cette affaire, la Cour suprême aurait exprimé son mécontentement quant à l'état d'avancement de l'enquête de police dans l'affaire de l'enlèvement. Selon le rapport de police déposé, des enquêtes étaient en cours, et une équipe d'enquête spéciale avait été mise en place pour examiner l'affaire. Le rapport indiquait que la police attendait des réponses/rapports de divers autres départements auxquels elle avait demandé de l'aide. En réponse au rapport de la police dans cette affaire, la Cour suprême aurait indiqué que le rapport n'était pas satisfaisant et que le chef de la police n'a pas su comment mener l'enquête sur cette affaire. La Cour Suprême a ordonné que l'affaire soit confiée à un agent compétent et a accordé à la police un délai d'un mois pour déposer un rapport détaillé.

SENS DE LA DECISION

Issue : Élargit le champ d'expression

Cette décision souligne sans équivoque l'importance de la liberté de la presse, de la liberté de parole et d'expression et l'impact de l'impunité des crimes commis contre les journalistes « sur la société et les droits fondamentaux du public en général »[§ 4]. La Cour a estimé qu'il est du devoir de l'État de dissiper toute perception publique selon laquelle l'État sanctionne ou est impliqué dans des crimes contre des journalistes, en réaction à leurs reportages. La Cour a reconnu qu'une telle perception a un effet dissuasif majeur sur la liberté d'expression, encourage l'extrémisme et contribue à rendre une société régressive. Cette affaire établit un solide précédent en faveur d'une presse qui peut exercer librement ses fonctions, sans aucune interférence déraisonnable de l'État.

PERSPECTIVE GLOBALE

Sommaire des références

Normes nationales, droit ou jurisprudence

- **Pak., Constitution du Pakistan (1973), art. 19(a).**

IMPORTANCE DE L'AFFAIRE

La décision établit un précédent contraignant ou convaincant dans le cadre de sa juridiction.

DOCUMENTS OFFICIELS DE L'AFFAIRE

Pièces jointes :

- **Décision de la Haute Cour d'Islamabad**